

Zurich : bureau de l'égalité

Autor(en): **pbs**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **81 (1993)**

Heft 4

PDF erstellt am: **16.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-280285>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Zurich

Bureau de l'égalité

(pbs) – Commandée par le Bureau de l'égalité de la ville de Zurich, une étude vient de paraître sur la promotion de la femme à partir de la «base». Intitulée *Frauenblicke 1992 Frauenförderung von unten**, elle part essentiellement des constatations faites par cinq étudiantes.

Ces dernières ont travaillé comme des femmes de la base et avec elles, notant leurs propres expériences et tout ce qu'elles ont pu récolter de témoignages des femmes elles-mêmes, sur la façon dont celles-ci ressentent leur travail et le rapport entre ce travail et leur salaire. Témoignages directs, précieux et qu'on rencontre trop rarement.

Les enquêteuses ont également discuté, et souvent longuement, avec les chefs du personnel des mêmes entreprises. Elles ont généralement été bien reçues. Elles ont étudié quelques problèmes particuliers. Ainsi l'objection que temps partiel et responsabilités de cadre sont deux choses incompatibles: or, on constate que les charges militaires ou politiques assumées par de nombreux cadres absorbent une part importante de leur temps de travail professionnel.

Mais la partie principale de l'étude porte sur le document type établi par l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich pour l'analyse des places de travail. Les enquêteuses se sont demandé dans quelle mesure ce document est déjà biaisé du seul fait qu'il a été établi pour des hommes par des hommes, et comment il devrait être complété pour être plus équitable, plus exact lorsqu'il est utilisé pour des femmes.

Elles concluent de leur examen qu'il y a lieu de rajouter aux diverses rubriques l'appréciation de qualités telles que la concentration, l'attention aux détails, la capacité d'établir des relations humaines harmonieuses, etc. Toutes choses qui modifient passablement le résultat de l'analyse d'un poste de travail responsable dans un restaurant.

Suisse alémanique

La monnaie de la pièce

(cs) – Quand elles le veulent, les femmes sont une force avec qui il faut compter. Celles et ceux qui en doutaient encore s'en sont aperçus ces dernières semaines. En Suisse alémanique, la non-élection de Christiane Brunner au Conseil fédéral a suscité une vague de solidarité sans précédent. Huit mille personnes manifestaient en sa faveur le samedi suivant à Zurich. Elles étaient moins nombreuses à Bâle mais tout aussi déterminées. Et ce sont plus de dix mille personnes qui se sont rassemblées devant le Palais fédéral le deuxième mercredi d'élection.

Vreni Spoerry a déclaré au quotidien zurichois *Tages Anzeiger* avoir été surprise par cet «impressionnant» mouvement de solidarité par-delà les partis. Une autre conseillère nationale zurichoise radicale, Trix Heberlein, a mis trois heures pour faire ses courses, sans cesse interpellée à ce sujet par la population.

Invité à un petit déjeuner de femmes, le conseiller national démocrate-chrétien d'Obwald Hansueli Blatter a été sifflé et hué quand il a déclaré avoir voté pour Francis Matthey. Cela aura des conséquences sur sa réélection, lui ont assuré les femmes présentes. Le politicien a déclaré avoir passé un mauvais moment... En Argovie, les femmes ont aussitôt rendu aux hommes la monnaie de leur pièce. Lors des élections au Grand Conseil, les femmes ont conquis un tiers des sièges du nouveau parlement cantonal, 32% exactement. Dans un véritable ballet de coups de crayons, les femmes ont rayé les hommes sur les listes, éjectant des députés confirmés. Sur les treize sortants non réélus, douze sont des hommes. Le Grand Conseil argovien compte à présent soixante-trois femmes sur deux cents députés, soit 26 ou 13% de plus qu'en 1989: vingt-neuf socialistes – les deux tiers de la représentation, douze démocrates-chrétiennes, dix radicales, cinq écologistes, trois agrariennes, deux indépendantes, une évangélique et même une automobiliste. La valse des coups de crayons s'est aussi produite à Zurich pour les élections des autorités

de district – avec cependant des résultats moins spectaculaires.

Berne-Bienne

Refuges antiséviés

(nh) – Deux ans et demi après sa création, l'association Solidarité Femmes peut se réjouir d'avoir atteint son but. Le 22 février se sont ouverts conjointement à Bienne une maison d'accueil pour femmes maltraitées et leurs enfants et un centre de consultation. Gérés uniquement par des femmes, ces services s'adressent à celles qui veulent échapper à la violence.

C'est en septembre dernier que le Grand Conseil bernois a accepté de soutenir ce projet en revoyant toutefois sa subvention à la baisse. En lieu et place des 5,8 postes demandés, il n'en a accordé que quatre. Suite à cette décision du Parlement, les initiatrices du projet ont dû le redimensionner. «Au départ, nous avions prévu d'accueillir quinze personnes. Douze seront finalement reçues dans le cadre de notre maison», explique une membre active de Solidarité Femmes.

A l'instar de ce qui se fait déjà à Genève, Solidarité Femmes de Bienne est composée de deux volets bien distincts. Le Centre de consultation, qui s'est ouvert à la rue de la Gare 36, est un lieu d'accueil, d'information et d'échanges. Ce bureau s'adresse à toutes les femmes concernées par les problèmes de violence, qu'ils soient d'ordre sexuel, psychique ou physique. Toutes les prestations sont fournies gratuitement et se font uniquement sur rendez-vous.

Téléphoner à Solidarité Femmes, c'est donc faire un premier pas. Un premier pas dont l'association tient à ce qu'il soit fait par la femme victime de violence. Le téléphone de Solidarité Femmes, (032) 22 03 44, répond en semaine jusqu'à 22 h, et le dimanche matin.

Deuxième volet du service, la maison d'accueil représente une solution temporaire pour les femmes en situation de crise. Durant leur séjour, qui peut aller de quelques jours à quelques mois, elles auront la possibilité de faire le point de leur situation dans le calme, de

se sentir en sécurité et de partager une vie commune avec d'autres femmes connaissant les mêmes difficultés. L'encadrement est assuré par des professionnelles de l'enfance et de l'aide aux adultes et par des femmes actives au sein de l'association Solidarité Femmes. La maison fonctionne selon les principes de l'autogestion et, par mesure de sécurité, son adresse reste secrète.

L'ouverture de ce foyer et du Centre de consultation comble une lacune. Car, jusqu'à présent, les femmes victimes de violence de Bienne, du Jura bernois et du Jura devaient se rendre à Fribourg ou à Berne pour trouver refuge dans une maison d'accueil.

Bienne

Vaste rayonnement

(nh) – L'Association suisse de planning familial et d'éducation sexuelle (ASPFES) s'est constituée le jeudi 12 mars, à Bienne, après cinq ans de gestation. Une naissance difficile et attendue qui donne désormais aux praticiens suisses accès à la Fédération internationale pour la planification familiale.

En Suisse, les centres de planning et d'éducation sexuelle ont contribué à réduire le nombre des avortements. Ils jouent également un rôle important dans la prévention du sida. A ces préoccupations s'ajoutent les questions éthiques et techniques, liées à la procréation assistée. Ils sont aussi confrontés aux problèmes relatifs à la ménopause et aux abus sexuels. Soucieuse de renforcer les actions déjà existantes la nouvelle association entend conduire une réflexion sur ces thèmes aux échelons national et international et encourager de nouveaux projets.

L'ASPFES souhaite également devenir un interlocuteur compétent et représentatif lors des débats politiques sur la sexualité, la fertilité ou encore l'interruption de grossesse. En outre, elle s'occupera de promouvoir l'existence de services de planning familial et d'éducation sexuelle dans l'ensemble du pays et s'intéressera à des questions de formation et de qualité des prestations.